

Dernière mise à jour le 20 août 2018

# Loi « Avenir professionnel » : les mesures attendues

Après un long parcours, le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (appelé parfois « projet de loi Pénicaud II) a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale ...

## Sommaire

- Publications et outil à venir
- Lien vers notre document de synthèse

Après un long parcours, le projet de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » (appelé parfois « projet de loi Pénicaud II) a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale ce 1<sup>er</sup> août 2018.

Notre site vous a proposé plusieurs publications à ce sujet, visant à vous présenter de façon synthétique et pragmatique les **116 articles** proposées dans les **199 pages** du texte.

Afin de vous permettre d'avoir une vision globales des différentes mesures attendues, et avant que la loi ne soit publiée au JO (**nous devons attendre pour cela encore**

**un peu, le Conseil constitutionnel devant se prononcer suite aux saisines effectuées par les députés de groupe « Les républicains», ainsi que par les députés « Nouvelle Gauche », « France Insoumise » et « GDR »), nous vous proposons un récapitulatif des publications réalisées sur notre site.**

Au terme de la présente publication, Légisocial met à votre disposition un document dans lequel les 116 articles du projet de loi vous sont proposés de façon rapide, afin que vous puissiez avoir une vision globale du texte dont les conséquences annoncées seront nombreuses et importantes, n'en doutons pas !

Thématiques	Retrouver notre actualité à ce sujet...
CPF	<a href="#">%link%</a>
Formation	<a href="#">%link%</a>
Handicap	<a href="#">%link%</a>
Contribution AGEFIPH	<a href="#">%link%</a>
Droit aux allocations chômage pour salariés démissionnaires	
Droit aux allocations chômage pour les indépendants	
Dispositif bonus-malus des cotisations patronales chômage	<a href="#">%link%</a>
Droits et aux obligations des demandeurs d'emploi	
Recouvrement, des allocations chômage indûment versées	
Financement de la formation et de l'alternance	
Recouvrement par l'URSSAF des contributions formation et alternance	<a href="#">%link%</a>
Les OPCA deviennent des « opérateurs de compétences »	

Visite médicale d'embauche des apprentis

L'apprentissage dans des établissements pénitentiaires

Modification de la durée des contrats d'apprentissage

Durée maximale de travail des apprentis mineurs

Relèvement âge maximum pour entrer en apprentissage

Contrat d'apprentissage à l'étranger

[%link%](#)

Création de la classe "troisième « prépa-métiers »"

Modification conditions rupture contrat apprentissage

Apprentissage pour résidents en QPV

Création de « l'aide unique aux employeurs d'apprentis »

Modification de la durée des contrats de professionnalisation

Un CDD de « remplacement » permettant de remplacer plusieurs salariés

Inclusion des contrats aidés dans le calcul des effectifs

[%link%](#)

Stabilisation du CDI intérimaire

Les salariés détachés

Le travail illégal et les amendes administratives

[%link%](#)

Le harcèlement moral

Le harcèlement sexuel

## Publications et outil à venir

Nous reviendrons, bien entendu, en détails sur les nombreuses thématiques contenues dans le présent projet de loi, à l'occasion de futures publications, après publication de la loi au JO.

Suivra très rapidement la mise à disposition d'un nouveau dossier spécifique traitant de la future loi, au sein de

laquelle les thématiques vous seront proposées sous la forme « Avant la loi/ Après la loi ».

## Lien vers notre document de synthèse

[Projet\\_loi\\_Avenir\\_professionnel\\_adoptee\\_AN\\_01082018\\_synthese\\_Legisocial](#)